

LES CONFÉRENCES VANDERVELDE...

Nous avons constaté souvent combien, les programmes du parti socialiste légalitaire, subissaient de modifications au cours des luttes politiques entreprises.

Les compromissions rendues nécessaires, les nécessités du moment, la tactique électorale dont la tendance toujours plus marquée dans tous les pays n'est pas présentée au peuple, un ensemble de doctrines économiques vers lesquelles il puisse graduellement s'élever, mais au contraire de conformer le programme du parti aux traditions du milieu, aux directions momentanées que peuvent prendre les aspirations populaires.

La conquête des pouvoirs publics n'a pu qu'accentuer ce mouvement vers un opportunitisme d'une mobilité extrême. Cette prise de possession, qui ne peut être en définitive que l'acceptation et la reconnaissance de toutes les formes politiques élaborées par la bourgeoisie, n'a pas peu contribué à l'édulcoration des programmes du parti socialiste légalitaire, d'autant plus que chaque titulaire d'un poste enlevé, d'une place conquise, est devenu le défenseur éloquent du maintien de l'organisme politique et de ses rouages compliqués. Partout, nous avons vu le même fait se produire. En Allemagne, en France, en Italie, en Belgique, en Suisse, la lutte politique entreprise par les organisations socialistes a eu comme corollaire indispensable l'élimination continue des principes actifs de critique économique. Les organisations nationales socialistes n'ont pas attaqué le capitalisme sur le terrain de la lutte économique par les grèves et la cohésion ouvrière organisée, l'union sur le terrain politique leur paraissant bien préférable. Ce n'est qu'à leur corps défendant et pour ne pas perdre la clientèle ouvrière que les socialistes légalitaires ont dû suivre le mouvement gréviste, mais, nulle part ils ne l'ont provoqué, la tactique politique ayant toutes leurs sympathies, et pour cause.

A ce point de vue les conférences de M. Vandervelde n'ont pu que confirmer nos remarques antérieures. Le cadre de ses entretiens de l'*Aula de l'Université* ne se prêtait peut-être pas à une conclusion révolutionnaire, d'autant plus que, appelé par le département de l'instruction publique, il se trouvait, tenu à une certaine réserve. Ses trois conférences à l'Université portaient les titres suivants: la transformation capitaliste de l'agriculture, la crise agricole et l'exode rurale, l'industrialisation de l'agriculture. Intéressantes et suivies par un nombreux auditoire ces conférences, appuyées sur de nombreux faits démontrant les causes de l'abandon des campagnes et comme conséquence étroitement liée la dépopulation. La conclusion de sa dernière conférence a été qu'un retour de la population des villes vers les campagnes devenait nécessaire et que l'industrialisation agricole, entr'autres facteurs, préludait dans une certaine mesure à cette régression dont les causes en ce qui concerne les travailleurs sont purement économiques.

Nous attendions davantage de la conférence faite au *Bâtiment électoral* sous les auspices du parti ouvrier socialiste; le titre même: le collectivisme, nous faisait espérer un développement un peu complet des théories de l'école marxiste. Malheureusement, il n'en a rien été. M. Vandervelde nous a servi un exposé assez anodin pour permettre aux bourgeois du *Journal de Genève* non seulement de l'accepter mais encore de s'en déclarer les partisans sans le savoir depuis assez longtemps. Nous voulons bien croire qu'il y a eu chez ces messieurs quelque forfanterie, mais, néanmoins, certaines déclarations de M. Vandervelde permettaient de pareils malentendus. Sans doute le rôle politique qu'il joue en Belgique l'oblige souvent à ces concessions, et la force de l'habitude aidant lui aura joué un de ces tours malencontreux. D'après lui, et c'est là sans doute ce qui a rendu nos bourgeois si enthousiastes à son égard, «*la socialisation des moyens de production, l'entrée dans le domaine collectif des entreprises de chemins de fer de toutes les grandes industries capitalistes en général se feront non par la spoliation, comme la bourgeoisie de 1789 le fit envers l'aristocratie, mais par l'expropriation avec indemnité*».

Les travailleurs devront peiner encore pour rembourser le prix des terres, des usines, de l'outillage industriel, du matériel et des moyens de communication dont une bande de fainéants auront été si bénévolement débarrassés. Mais alors, pourquoi parler, à l'instar de l'apôtre Paul, de ces oisifs qui n'ayant pas travaillé ne doivent pas non plus manger? Argument d'attrait nécessairement, car les difficultés d'une pareille expropria-

tion nous paraissent insurmontables si l'on veut bien y réfléchir un instant; argument anti-socialiste car il est, après tout la reconnaissance de la propriété privée.

Le collectivisme ainsi travesti, n'est plus qu'un capitalisme collectif où nous verrions toujours les travailleurs en bas, peinant et suant pour une oligarchie nouvelle dont les parieurs et les faiseurs de lois seraient la clé de voûte. M. Vandervelde n'est pas toujours aussi catégorique. En effet, dans son livre: «*Le collectivisme et l'évolution industrielle*», nous lisons ceci: «*Quant à savoir comment se fera cette expropriation, graduellement ou brusquement, pacifiquement ou révolutionnairement, avec indemnités ou sans indemnités, ce sont là de ces questions qui dépendent bien moins, hélas, de nos préférences individuelles que de conjectures sociales*».

M. Vandervelde, quelque peu accaparé par les Messieurs bien pensants de la *Revue de morale sociale*, a donné une cinquième conférence sur les *Maisons du peuple* en Belgique. Nous avons eu ainsi quelques détails sur la vie ouvrière en Belgique, les coopératives qui font évidemment d'excellentes affaires, puisqu'elles peuvent non seulement donner un dividende aux coopérateurs, mais encore verser de fortes sommes pour la propagande... électorale; les travailleurs employés dans ces coopératives sont mieux payés que partout ailleurs, nous n'en doutons pas; les boulangers ont 5fr.50 au lieu de 2fr.75 payés chez les patrons bruxellois, sans compter d'autres avantages qui ne sont pas à dédaigner; mais si nous disions qu'à la tête de ces entreprises les fonctionnaires ont des places de 5.000fr. et plus, que quelques-uns cumulent les fonctions et des appointements allant jusqu'au chiffre respectable de 10.000fr. par an, on conviendra avec nous que le tableau que nous a fait M. Vandervelde des coopératives belges et des *maisons du peuple* a bien quelques ombres fâcheuses et qu'elles ne représentent en somme qu'une manière ingénue sans doute de grouement ouvrier, mais qui ne va pas sans mettre quelque entrave à la lutte contre le capitalisme, les coopérateurs à dividendes me paraissant devoir être en fin de compte de bien timides révolutionnaires. C'est sans doute cette considération qui a valu à M. Vandervelde les suffrages de ses sélects auditeurs du Casino de St-Pierre.

Georges HERZIG.
